



**Doc. 14647 Seconde édition**  
12 février 2019

## **L'aide financière en faveur du Kazakhstan doit être suspendue, à moins que des progrès importants en matière de droits de l'homme ne soient réalisés**

**Déclaration écrite n° 663**

---

Cette déclaration écrite ne reflète pas la position de l'Assemblée, mais uniquement celle des membres qui l'ont signée. Elle ne fera pas l'objet de mesures supplémentaires de l'Assemblée.

---

La détérioration constante de la situation des droits de l'homme au Kazakhstan demeure une grave préoccupation.

Comme indiqué dans la déclaration écrite n° 660, plus de 140 personnes ont été arrêtées et environ 40 ont été incarcérées. Iskander Yerimbetov, Ablovas Dzhumayev, Kezhenbek Abishev, Almat Zhumagulov, Muratbek Tungishbayev sont des exemples de nombreuses personnes persécutées politiquement qui sont privées du droit à un procès équitable. Le Conseil de l'Europe doit appeler les autorités kazakhes à libérer immédiatement les 30 personnes répertoriées par le Comité de la Protection des Prisonniers Politiques et à cesser de poursuivre des manifestants pacifiques, des blogueurs et des avocats.

Le 7 octobre 2018, Elena Semenova, défenseure des droits de l'homme du Kazakhstan, n'a pas été autorisée à quitter le pays pour participer à des réunions avec des membres de l'Assemblée parlementaire.

L'Union européenne a financé le projet «Améliorer la justice pénale au Kazakhstan», doté d'un budget de 5,5 millions d'euros, tandis que le Conseil de l'Europe et l'Union européenne ont cofinancé le programme «Soutien aux autorités kazakhes pour améliorer la qualité et l'efficacité du système judiciaire kazakh». Selon les rapports des organismes de surveillance des droits de l'homme et des organismes de surveillance internationaux indépendants, les résultats présentés officiellement ne correspondent pas à la réalité.

Nous exhortons l'Union européenne et le Conseil de l'Europe à suspendre leur soutien financier au Kazakhstan, à moins que celui-ci ne fasse de réels progrès en matière de droits de l'homme.

*Signé (voir au verso)*



Signé<sup>1</sup>:

OMTZIGT Pieter, Pays-Bas, PPE/DC  
BARDELL Hannah, Royaume-Uni, NI  
BARNETT Doris, Allemagne, SOC  
BRUIJN-WEZEMAN Reina, de, Pays-Bas, ADLE  
COAKER Vernon, Royaume-Uni, SOC  
CORREIA Telmo, Portugal, PPE/DC  
CREASY Stella, Royaume-Uni, SOC  
FIALA Doris, Suisse, ADLE  
GAVAN Paul, Irlande, GUE  
GOODWILL Robert, Royaume-Uni, CE  
GUNNARSSON Jonas, Suède, SOC  
GURMAI Zita, Hongrie, SOC  
HEINRICH Gabriela, Allemagne, SOC  
JANSSON Eva-Lena, Suède, SOC  
JONES Susan Elan, Royaume-Uni, SOC  
KOX Tiny, Pays-Bas, GUE  
MULLEN Rónán, Irlande, PPE/DC  
MUNYAMA Killion, Pologne, PPE/DC  
MURRAY Ian, Royaume-Uni, SOC  
O'REILLY Joseph, Irlande, PPE/DC  
OHLSSON Carina, Suède, SOC  
RAMPI Roberto, Italie, SOC  
ROJHAN GUSTAFSSON Azadeh, Suède, SOC  
SANDBÆK Ulla, Danemark, GUE  
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC  
SHEHU Tritan, Albanie, PPE/DC  
SOTNYK Olena, Ukraine, ADLE  
STRIK Tineke, Pays-Bas, SOC  
SUTTER Petra, De, Belgique, SOC  
TRUSKOLASKI Krzysztof, Pologne, ADLE  
VEN Mart, van de, Pays-Bas, ADLE  
WHITFIELD Martin, Royaume-Uni, SOC  
ZINGERIS Emanuelis, Lituanie, PPE/DC

---

Total = 33

---

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe  
CE: Groupe des conservateurs européens  
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne  
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen  
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts  
NI: non inscrit dans un groupe